

Communiqué de l'intersyndicale Solidaires, CGT, FO des Finances Publiques

Le 03 août 2017

ASR* : quand le réseau se dévitalise..

La DGFIP connaît depuis sa création une baisse continue de moyens humains et matériels. Les conséquences de ces évolutions négatives sont simples : difficultés à maintenir la qualité d'exercice des missions et du service rendu à l'utilisateur, des conditions de travail en constante dégradation sur fond de frénésie de réformes et restructurations. Au cœur de celles-ci, la méthode la plus rapide utilisée par notre direction pour faire des économies : la fermeture de structures.

Appelée du terme barbare d'ASR (*adaptation structure réseau), cette démarche revient tous les ans comme un leitmotiv signifiant simplement la suppression de Trésoreries de proximité, de SIE, de SIP un peu partout sur le territoire.

À cette ASR viennent s'ajouter des opérations de concentrations de missions à des niveaux supra-départementaux, notamment par le biais de la création de plates-formes .

Cette année, pour cause d'élection, les annonces ont été retardées au début de l'été, mais depuis, au mépris du dialogue tant avec les représentants des personnels qu'avec les élus locaux, les annonces de fermetures au 1^{er} janvier 2018 par les directions locales se succèdent dans une précipitation n'augurant rien de bon pour l'avenir du réseau de la DGFIP

Les organisations Solidaires, CGT, FO dénoncent en premier lieu la méthode qui conduit aujourd'hui à supprimer mécaniquement et dans une approche purement budgétaire des structures des finances publiques sans tenir compte ni des besoins des usagers ni de l'avis des agents. Plus fondamentalement, elles demandent l'arrêt des restructurations et fermetures de postes et services et l'évaluation des conséquences sur la qualité du service et les conditions de travail pour permettre à la DGFIP de pleinement répondre aux légitimes attentes des administrés et des collectivités dans le respect des conditions de travail des personnels.